

La Baltique, une mer germanique ? L'Europe du Nord et du Nord-Est dans l'idéologie du troisième Reich

Alexandre Bibert

DANS **GUERRES MONDIALES ET CONFLITS CONTEMPORAINS** 2019/3 N° 275 , PAGES 19 À 30
ÉDITIONS **PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE**

ISSN 0984-2292

ISBN 9782130821410

DOI 10.3917/gmcc.275.0019

Date de mise en ligne : 06/09/2019

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2019-3-page-19?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

LA BALTIQUE, UNE MER GERMANIQUE ? L'EUROPE DU NORD ET DU NORD-EST DANS L'IDÉOLOGIE DU TROISIÈME REICH

La domination de la mer Baltique, le *dominium maris baltici*, est un des principaux enjeux pour lequel les couronnes danoise et suédoise, grandes puissances de leur époque, se sont opposées de façon récurrente entre le XVI^e siècle et le XVIII^e siècle. Pourtant, les historiens ne l'ont pas perçue comme un enjeu majeur de la Seconde Guerre mondiale. De fait, la Baltique est une mer presque fermée et, entre 1939 et 1945, à l'écart des principaux flux commerciaux, ainsi que d'un intérêt seulement régional tandis que le conflit s'est étendu à une bonne partie du globe. Pourtant, pour l'Allemagne qui déclenche l'affrontement, les rives de cette mer sont susceptibles de revêtir un attrait particulier. Un ensemble de considérations liées à l'idéologie nationale-socialiste semble fonder un rapport particulier avec les espaces bordant la Baltique. Les théories raciales entretenues par les nazis insistent sur l'excellence de la race nordique dont le noyau géographique se serait situé, comme le professe un manuel de formation idéologique destiné aux cadres de la SS, dans « les territoires de l'actuelle Thuringe, de la mer du Nord et de la mer Baltique, du Jutland et de la Scandinavie ¹ ». Il serait possible de s'attendre à ce que la Baltique, qui fait précisément le lien entre ces contrées, occupât une place particulière dans les représentations mentales nazies, et, pourquoi pas, dans les orientations de la politique extérieure et militaire du III^e Reich. D'ailleurs, l'ambassadeur de France à Berlin, André François-Poncet, n'a-t-il pas déjà formulé, dans un rapport du 15 avril 1937, la crainte de voir la Baltique devenir une « mer intérieure de la race germanique ² » ? On pourrait dès lors aisément envisager que le contrôle de cette mer fût un objectif de conquête, du moins si l'on s'inscrit dans la tradition d'Andreas Hillgruber, qui voit dans la politique hitlérienne la poursuite d'un programme raciste développé

1. SS-Hauptamt-Schulungsamt, *SS-Mann und Blutsfrage*, Berlin, 1940.

2. *Documents diplomatiques français, 1932-1939*, 2^e série (1936-1939), t. V : 20 février-31 mars 1937, Paris, Imprimerie nationale, 1968, doc. 287, dépêche de François-Poncet pour Delbos, 15 avril 1937.

entre 1919 et 1928³. À cet égard, la poussée de l'Allemagne vers l'Est pourrait être interprétée comme participant d'une volonté d'embrasser le pourtour de ce bassin maritime, et par-là d'emboîter le pas des vagues de migrations des hommes nordiques qui, d'après un ouvrage de 1940, se seraient anciennement diffusées, de part et d'autre des rives de cette mer, en direction de la Finlande⁴. Dans quelle mesure l'idéologie nazie entre-t-elle en correspondance avec la conduite de la guerre, ou, en d'autres termes, les nazis ont-ils eu le projet politique de faire de la mer Baltique une mer germanique ? Pour répondre à cette interrogation, il est nécessaire de revenir sur le rapport des nationaux-socialistes aux pays septentrionaux dans la période qui précède le conflit, avant de considérer les effets des grandes inflexions constituées, d'une part, par les premiers succès rencontrés en Pologne, au Danemark ainsi qu'en Norvège, et, d'autre part, par l'offensive contre la Russie. Cela conduira, dans un dernier temps, à considérer la relation des élites du régime à leur propre doctrine.

CENTRALITÉ ET MARGINALITÉ DE LA PENSÉE NORDIQUE AVANT-GUERRE

En vérité, avant 1939, l'aspiration à une appropriation des régions de l'Europe du Nord par l'Allemagne n'a guère été exprimée. L'attention pour les voisins nordiques du Reich se cantonne pour l'essentiel à la recherche d'un développement des relations culturelles avec les pays septentrionaux, et d'un développement de la sympathie à l'égard de la pensée nationale-socialiste. La mise au pas par les nazis, après leur arrivée au pouvoir, de la *Nordische Gesellschaft* (Société nordique), qui a été fondée en 1921 dans l'intention de développer les relations culturelles entre l'Allemagne et le Nord, correspond, du reste, à une volonté d'alignement affectant l'ensemble des organisations développant une action culturelle à caractère transnational⁵.

La *Nordische Gesellschaft* possède néanmoins sous le régime nazi des spécificités remarquables. Dès 1933, Alfred Rosenberg, le chef du service des Affaires étrangères du parti nazi, la place sous son patronage⁶. Il met à profit sa position afin d'accroître le rayonnement de la Société et de la doter de comptoirs, dans toutes les provinces du Reich (*Gau*), à la tête desquels se trouvent presque toujours les *Gauleiter* de la NSDAP⁷. Des

3. Cf. Andreas Hillgruber, *Deutschlands Rolle in der Vorgeschichte der beiden Weltkriege*, Göttingen, Göttinger Universitätschriften, 1967, p. 67.

4. Cette extension correspond à une partie du schéma « La prise de possession des indogermaniques du Nord vers 3000-1800 av. notre ère », proposé dans diverses brochures, notamment dans : SS-Hauptamt, *Der Weg zum Reich*, Berlin, 1940.

5. Birgitta Almgren, Jan Hecker-Stampehl, Ernst Piper, « Alfred Rosenberg und die Nordische Gesellschaft. Der "nordische Gedanke" in Theorie und Praxis », *Nordeuropaforum*, 2-2008, p. 19.

6. *Ibid.*, p. 20.

7. *Ibid.*, p. 36 ; Berlin-Lichterfelde, Bundesarchiv (ci-après : BArch), NS 8/222, Rosenberg, requête à l'adjoint du Führer, sans date.

figures éminentes du national-socialisme se rendent à Lübeck pour participer aux congrès annuels de la Société. Des personnalités, comme Wilhelm Frick, le ministre de l'Intérieur du Reich ; Joachim Ribbentrop, le ministre des Affaires étrangères ; Franz Seldte, son homologue en charge du Travail ; Walter Darré, un théoricien éminent de l'idée *Blut und Boden* et ministre de l'Agriculture ; Viktor Lutze, le chef de la SA ; Heinrich Himmler, le chef de la SS ; Baldur von Schirach, le chef des jeunesses hitlériennes, s'y retrouvent. Darré, Schirach, Ribbentrop et Himmler sont d'ailleurs membres du grand conseil de la Société⁸. Par l'ampleur et l'importance de ses réseaux, la *Nordische Gesellschaft* a pu être considérée comme la plus grande organisation « interétatique » d'Allemagne⁹. La prééminence de cette organisation découle de la considération accordée en Allemagne à la pensée nordique, c'est-à-dire à l'idée d'une inspiration commune des peuples germaniques¹⁰. Il a cependant été délicat pour la *Nordische Gesellschaft* de se positionner sur ce terrain, car elle courait toujours le risque de froisser les pays du Nord qui ne manquaient pas de voir en une telle thèse une expression de l'impérialisme allemand¹¹. Or, de fait, pour la Société nordique, le développement de relations culturelles est censé ouvrir la voie à une plus grande convergence déclinée sur le terrain économique et diplomatique, alors que la priorité traditionnelle, dont elle estime prendre le contre-pied, était la recherche d'une convergence diplomatique. Pour elle, le substrat culturel commun paraît justifier le rapprochement entre l'Allemagne et les États du Nord, et par-là devenir une matrice de ce dernier, et non exister comme un sous-produit d'une harmonisation des politiques extérieures¹². Quoi qu'il en soit, les papiers de Rosenberg, ceux du ministère des Affaires étrangères et les documents internes de la *Nordische Gesellschaft* ne laissent pas penser qu'elle a inscrit son activité dans le cadre d'une politique, décidée au sommet de l'État, prévoyant, à brève ou moyenne échéance, l'absorption des pays ciblés par son action.

Depuis sa fondation jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, la Société nordique s'est donnée pour but de développer les échanges culturels avec les États scandinaves – le Danemark, la Norvège et la Suède – auxquels s'est ajoutée la Finlande¹³. Les États baltes, quant à eux, n'apparaissent pas dans son champ d'action initial. Néanmoins, avec le temps, Rosenberg manifeste des ambitions plus larges et vient à inclure tout l'espace baltique dans les préoccupations de la Société¹⁴. Son approche se comprend aisément puisqu'il est lui-même originaire de la ville de Tallinn,

8. Barch NS 8/222, Rosenberg, requête [...], *op. cit.*

9. On peut critiquer l'emploi du terme « interétatique », mais ce dernier est utilisé par Timm, le président de la Société, voir Berlin, Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes (ci-après PA AA), R 104650, lettre de Timm à Rosenberg, 27.4.1938.

10. Barch, NS 8/222, Rosenberg, requête [...], *op. cit.*

11. Voir *Svenska Dagbladet*, 1.8.1939.

12. Barch, NS 8/222, mémorandum non signé et non daté, vraisemblablement de 1935.

13. *Ibid.*

14. Cf. Rosenberg, *Journal*[...], 20 décembre 1939.

située alors en Estonie. Il est de ce fait très sensible à la présence, dans les provinces baltes, de familles d'origine allemande. À la fin du mois de juillet 1939, juste avant l'agression de la Pologne par l'Allemagne, il promeut pour la première fois l'idée d'une « communauté de destin » reposant sur la « proximité biologique-culturelle de tous les peuples dans l'espace du Nord et de la mer Baltique » et celle d'une « directe communauté de destin sociale, économique et culturelle »¹⁵. La dimension politique qui forcerait trop la main des autres États n'est alors pas évoquée.

Hitler, lui, n'est, avant 1939, guère sujet à un tropisme particulier en direction du Nord. Dans son deuxième livre, rédigé en 1928 mais non publié, il se caractérise, on ne peut plus clairement, comme « un nationaliste allemand »¹⁶. Le chef du parti nazi est profondément inspiré par une vision où l'identité *völkisch* et l'identité raciale rendent possible l'appartenance à la nation allemande. Une telle conception ne laisse guère de place pour des peuples issus de la même race, mais ne partageant pas la culture *völkisch*. C'est la conquête d'un espace vital exclusivement situé à l'Est qui est définie par le Führer comme l'objectif prioritaire à long terme, et non pas l'appropriation de territoires nordiques. C'est elle qui était appelée à permettre l'expansion du peuple allemand¹⁷. Le fait qu'Hitler se soit tenu tout au long des années 1930 à distance de la Société nordique suggère que ses conceptions n'ont pas significativement évolué jusqu'à la guerre. Du reste, d'autres éminents nazis, comme Goebbels ou Goering, n'affectionnant pas la « pensée nordique », se sont maintenus à distance de la *Nordische Gesellschaft*. Ces éléments montrent tous que le tropisme vers les rives du Nord de la Baltique n'était pas avant-guerre un élément primordial dans la pensée politique nazie.

UN IMAGINAIRE STIMULÉ PAR LES PREMIERS SUCCÈS, MAIS NOURRI DE PRAGMATISME

On le voit, la réalisation d'une intégration de l'espace bordant la Baltique dans une unité politique n'est finalement qu'assez marginalement envisagée jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, malgré l'attachement de certaines figures éminentes du régime à diffuser et à entretenir l'idée de l'existence d'un « destin commun »¹⁸. Un progressif éveil des consciences est néanmoins favorisé par le déroulement des opérations militaires intervenues au début de la Guerre. Le 9 avril 1940, le jour où

15. Ces propos sont ceux employés par Rosenberg lors d'une interview accordée à Bertil Svahnström, *Svenska Dagblat*, 1.8.1939.

16. *Hitlers zweites Buch : ein Dokument aus dem Jahr 1928*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1961, p. 78-79.

17. *Ibid.*, p. 163.

18. Ce concept est employé par Rosenberg, dans un sens laissé vague et général, au cours d'un discours prononcé le 22 juin 1938, voir Alfred Rosenberg, *Tradition und Gegenwart*, t. IV : *Blut und Ehre*, Munich, Franz Eher Nachf., 2^e éd., p. 137.

commence l'occupation du Danemark et de la Norvège, Hitler compare son action à celle du chancelier de fer qui a, par une série de guerres, successivement fédéré les États allemands¹⁹. Il déclare à Rosenberg :

De la même manière que le Reich de Bismarck est né de l'année 1866, le Reich pangermanique va naître de cette journée²⁰.

La formule renvoie à un processus appelé à se poursuivre tandis que la perspective de l'unification des peuples germaniques au sein d'un même empire est sous-entendue. Mais il s'agit bien davantage d'une interprétation lancée sur le vif par le Führer que de l'expression d'un plan conçu de longue date. En effet, l'opération *Weserübung* qui permet de prendre possession du Danemark et de la Norvège est ordonnée pour des raisons stratégiques, afin de couper court à la possibilité d'une intervention franco-britannique en Norvège : les considérations politiques et tactiques ont précédé les considérations idéologiques²¹.

Le 9 juin 1940, Rosenberg, dans un grand discours adressé à la presse étrangère, n'analyse pas moins l'alignement de l'espace scandinave sur l'empire allemand comme une nécessité historique²². Il écarte la possibilité d'un retour au *statu quo ante* et insiste sur la notion de destin et sur l'existence d'une « limpide nécessité vitale pour tous les peuples germaniques de former vers l'extérieur un front politique commun et une politique économique commune²³ ». Il est singulier, que si l'Allemagne n'a pas conquis la Suède, Rosenberg ne s'attarde pas sur ce détail et considère que l'Empire allemand a « pris sous sa protection tout l'espace duquel les peuples germaniques ont jadis émigré²⁴ ». À un autre moment de son discours, il place la Norvège, la Suède et le Danemark sur le même plan. L'idéologue nazi se laisse emporter en considérant « qu'après mille ans, l'ensemble de l'espace germanique est à présent sous la volonté d'une unique volonté commune du destin²⁵ ». Il concède à l'« âme culturelle » des peuples qui s'expriment dans les langues nordiques le droit de se voir respectée par le Reich allemand, mais, même s'il ne le dit pas, on comprend que les État-nations de Scandinavie sont voués à disparaître. Selon lui, l'enjeu pour leurs populations est de reconnaître la « nouvelle unité ». Il s'agit pour les peuples germaniques, limités aux peuples scandinaves, de s'associer à l'Allemagne et d'aider à construire la « nouvelle Europe ». Remarquons que Rosenberg parle des peuples et non des États. Constatons en outre que l'espace, dont la complétude est mise en avant, ne

19. A. Rosenberg, *Journal, 1934-1944*, Paris, Flammarion, 2015, entrée du 9 avril 1940.

20. *Ibid.*

21. La possibilité d'une intervention en Norvège a été discutée du côté allié, afin de parvenir à couper l'accès de l'Allemagne au fer suédois, dont une partie transitait par le port de Narvik, ainsi que, au cours de la guerre d'Hiver, de poser les bases d'une intervention militaire en soutien à la Finlande agressée par l'URSS.

22. Discours sur la « Nordische Schicksalsgemeinschaft », reproduit dans A. Rosenberg, *Tradition...*, *op. cit.*, p. 422-432.

23. *Ibid.*, p. 429.

24. *Ibid.*

25. *Ibid.*, p. 431.

correspond pas aux positions antérieurement exprimées. La Finlande et les États ont en effet été retirés de toutes considérations sur la communauté de destin des peuples germaniques implantés autour de la Baltique. Il s'agit d'une conséquence de l'accord germano-soviétique d'août 1939 qui a fait passer ces États dans la zone d'influence de l'URSS. Amer, Rosenberg avait d'ailleurs noté dans son journal, le 22 août 1939, après avoir pris connaissance de l'entente, que celle-ci signifiait « la fin de notre charge sur la Baltique »²⁶.

Effectivement, entre le 26 et le 28 septembre 1939, Hitler n'a-t-il pas donné son accord pour lancer une action de rapatriement dans le Reich des Germano-Baltes vivants en Lituanie, Lettonie et Estonie²⁷ ? Une partie de ces personnes appelées à rentrer dans le giron de la patrie allemande arrivent, pour les premières d'entre-elles le 18 octobre 1939, par bateau, à Dantzig. Elles doivent participer à la colonisation du Warthegau, une région prise à la Pologne située entre la Prusse et la Silésie²⁸. Une mesure, aussi radicale, permettant de clarifier les rapports entre les populations semble suggérer le rejet de l'espoir d'une germanisation des territoires baltes à une perspective lointaine, et interpelle quant à l'interprétation des intentions à court terme de la politique hitlérienne²⁹. À cette date, Hitler ne semble pas anticiper une intégration, à courte ou moyenne échéance, des territoires tombés dans la zone d'influence soviétique. Le déroulement des consultations avec Molotov, le Commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'URSS, les 12 et 13 novembre 1940 à Berlin, persuade cependant Hitler de la nécessité de lancer au plus vite une attaque, une première fois envisagée à l'été 1940, contre l'État soviétique³⁰.

LES PERSPECTIVES OUVERTES PAR L'OFFENSIVE CONTRE L'URSS

La décision de lancer une offensive contre l'Union soviétique change considérablement le rapport des cercles du pouvoir nazi vis-à-vis de la

26. A. Rosenberg, *Journal [...]*, *op. cit.*, entrée du 22 août 1939.

27. Cela est facilité par un accord secret signé le 28 septembre avec les Soviétiques. Voir Michael Wildt, « Völkische Neuordnung Europas », in Hartmut Kaelble, Rüdiger Hohls (dir.), *Geschichte der europäischen Integration bis 1989*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2016, p. 40.

28. *Ibid.* Les Estoniens et les Lettons sont les premiers dont le rapatriement est organisé. La dernière initiative de déplacement est lancée à l'attention des Germano-Baltes de Lituanie, entre janvier et mars 1941. Voir Harry Stossun, « Die Rück siedlung der Litauendeutschen (1942-1944) », *Annaburger Annalen*, n° 5, 1997, p. 67. Au total, ce sont environ 52 000 personnes qui ont à leur demande quitté la Lituanie, voir Arthur Hermann, « Litauendeutsche während des zweiten Weltkriegs », *ibid.*, n° 3, 1995, p. 74.

29. De fait, une fois que l'opération *Barbarossa* a été déclenchée et, par-là, que de nouvelles perspectives ont été ouvertes au Reich, les Lituaniens qui ont choisi de quitter leur pays ont été reconduits dans leur province d'origine suite à une ordonnance d'Hitler datée du 10 octobre 1942, voir H. Stossun, « Die Rück siedlung... », art. cit., p. 72. La décision définitive de leur réimplantation en Lituanie a été prise le 13 mai 1942, voir A. Hermann, « Litauendeutsche[...] », art. cit., p. 79.

30. Les bases de la préparation d'une attaque de l'URSS sont posées à l'été et à l'automne 1940, cf. Christian Baechler, *Guerre et exterminations à l'Est, 1933-1945*, Paris, Tallandier, 2012, p. 167-170.

Baltique. Le 28 mars 1941, alors que l'opération Barbarossa est en cours de planification, Hitler fait venir Rosenberg afin de connaître ses vues sur la question de l'organisation souhaitable de l'Europe de l'Est. Rosenberg envisage alors de laisser l'Ukraine indépendante, mais de faire des Pays Baltes un protectorat, ce qui constitue une réactivation prudente des espoirs nourris avant le pacte germano-soviétique et un appel à un regain d'intérêt pour les provinces du Nord-Est de l'Europe³¹. Quelques jours plus tard, Rosenberg se voit chargé de préparer de façon strictement confidentielle l'administration de ces territoires dans le sens voulu par le Führer³². Cela le conduit à produire des directives rédigées à l'attention des futurs commissaires du Reich devant s'occuper des territoires conquis. Les instructions datées du 8 mai 1941 énoncent des orientations claires pour l'*Ostland* qui est appelé à réunir l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, auxquelles est, dans un second temps, rajoutée la Ruthénie Blanche³³. L'objectif est « d'aspirer à la forme du protectorat et ensuite – par l'allemanisation [*Eindeutschung*] des éléments dont la race le permet, la colonisation de peuples germaniques, ainsi que l'évacuation d'éléments indésirables – de transmuier cette zone en une partie du Reich grand-allemand. La mer Baltique doit devenir une mer intérieure germanique sous la garde grand-allemande³⁴ ». Lors d'une conférence importante tenue le 16 juillet 1941, soit un mois après le déclenchement de l'opération Barbarossa, le découpage des territoires est-européens est précisé. Le Führer insiste sur le fait que l'*Ostland* doit devenir un territoire du Reich et en trace lui-même la frontière jusqu'à proximité de Léningrad³⁵. Cette ville doit être rasée, mais son territoire, ainsi que son port, pourraient être laissés aux Finlandais entrés en guerre contre l'URSS, le 25 juin 1941, trois jours après le Reich.

La Finlande se présente comme une cobelligérante davantage que comme alliée du Reich, bien que les liens entre les deux pays soient très étroits durant le conflit³⁶. Mais, en pratique, il y a tout de même bien, à partir de l'automne 1941, une quasi-continuité de l'alliance de fait constituée autour de l'Allemagne sur le pourtour de la Baltique, à l'exception de la poche de Leningrad assiégée, et de la Suède, restée en dehors du conflit mais qui est enclavée entre la côte de la Baltique, de la Norvège occupée par l'Allemagne, et de la Finlande. Hitler a développé une grande admiration pour la vigueur des Finlandais, même si ces derniers ne se

31. A. Rosenberg, *Journal* [...], *op. cit.*, entrée du 28 mars 1941.

32. *Ibid.*, entrée du 2 avril 1941.

33. *Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international : Nuremberg, 14 novembre 1945-1^{er} octobre 1946*, t. XXVI : *Documents et autre matériel de preuve. numéro PS-405 à numéro PS-1063 (d)*, vol. 26, doc. PS-1029, 8 mai 1941.

34. *Ibid.*

35. A. Rosenberg, *Journal* [...], *op. cit.*, entrée du 20 juillet 1941 ; *Procès* [...], *op. cit.*, t. XXVIII, doc. L-221, note de Martin Bormann du 16 juillet 1941.

36. L'essentiel du commerce extérieur de la Finlande se fait avec l'Allemagne, voir Ilkka Seppinen, *Suomen Ulkomaankaupan Ehdot, 1939-1944*, Helsinki, SHS, 1983.

perçoivent pas comme un peuple germanique³⁷. Bien que le Führer conçoive de lui laisser l'Ingrie, il envisage simultanément l'incorporation, en tant qu'État fédéré, de la Finlande³⁸. L'intégration de cette dernière au sein d'un grand Reich doit, en effet, en juillet 1941, « être préparée avec la plus grande prudence³⁹ ». Les projets hitlériens pour le pays aux mille lacs ne sont toutefois pas très constants⁴⁰. En avril 1942, au cours d'un déjeuner pris à la Wolfschanze, Hitler se félicite de ne pas avoir intégré la Finlande au Reich germanique en raison de la résistance pouvant être attendue de ce qu'il considère comme un « peuple de héros⁴¹ ». En tout cas, le gouvernement du Reich semble avoir renoncé à exercer sur son partenaire de lutte une pression trop forte et lui accorde de multiples concessions, notamment sur le plan économique⁴². Les considérations pragmatiques et tactiques, suivant lesquelles il faudrait éviter que la Finlande ne se retournât contre l'Allemagne, se sont sans doute aussi conjuguées avec des considérations « raciales », en raison de la spécificité de sa population, pour finalement attribuer à ce pays la garde d'un des « flancs du Reich »⁴³. La proximité entre les deux États n'est pas pour autant remise en cause et les relations avec le voisin finlandais ne semblent pas mettre à mal l'idée d'un *dominium* allemand sur la Baltique mentionné par Hitler au cours du même repas.

UN DESSEIN PEINANT À S'AFFIRMER

L'extension du Reich grand-germanique semble donc plutôt se reporter sur le Sud et l'Est de la Baltique. Mais il est patent qu'il n'y a pas de projet politique arrêtant ses futures limites. Si les intentions impérialistes du cercle le plus proche du pouvoir paraissent certaines, plus on s'éloigne de celui-ci, plus les conceptions divergent. Ainsi, alors que l'intégration de l'*Ostland* au Reich est un objectif défini à l'été 1941, de nombreux mémorandums présentant des vues très diverses continuent, jusqu'à des dates tardives, à être élaborés par différentes personnes. Par exemple, Albrecht Haushofer, un professeur de géographie politique qui gravite pourtant autour des administrations du Reich, soumet en novembre 1941

37. Voir A. Rosenberg, *Journal* [...], *op. cit.*, entrée du 20 juillet 1941. Sur la perception de soi des pays nordiques, nous renvoyons à l'analyse réalisée par Bertil Svahnström dans le *Svenska Dagbladet* du 1.8.1939. Celle-ci correspond d'ailleurs bien aux rapports des pays nordiques à l'Allemagne tels qu'ils sont décrits le 11 mai 1939 par une dépêche de la représentation allemande à Stockholm voir PA AA, R 103886.

38. Note de Martin Bormann, *op. cit.*

39. *Ibid.*

40. Le 5 avril 1942, Hitler envisage en effet de placer la future frontière « entre la Finlande et nous » sur la Neva, voir Henry Picker, *Hitlers Tischgespräche im Führerhauptquartier*, 3^e éd., Stuttgart, Seewald, 1976, déjeuner du 5.4.1942, p. 193.

41. *Ibid.*, p. 191.

42. Bernd Wegner, « Hitlers Besuch in Finnland. Das geheime Tonprotokoll seiner Unterredung mit Mannerheim am 4. Juni 1942 », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte (VfZ)*, vol. 41-1, 1993, p. 120.

43. H. Picker, *Hitlers* [...], *op. cit.*, p. 193.

au secrétaire d'État auprès du ministère des Affaires étrangères, Ernst von Weizsäcker, un mémorandum dans lequel la restauration des États baltes dans leurs frontières est envisagée⁴⁴. En septembre 1943, Renthe-Fink, le plénipotentiaire de Hitler au Danemark envisage de faire des concessions aux Norvégiens, de même qu'aux Estoniens, Lettons et Lituaniens. À cette fin, il envisage la création d'une Ligue européenne des États qui pourrait constituer le préalable à une association plus étroite avec l'Allemagne⁴⁵. Il s'agit certes de motiver dans une phase difficile une collaboration plus forte des peuples placés sous le joug de l'Allemagne, mais cela ne va pas moins à l'encontre des intentions des cercles les plus proches du pouvoir. Même le troisième « *Generalplan Ost* », préparé au printemps 1942, par Konrad Meyer, au sein du commissariat du Reich pour la fortification de la germanité, afin d'encadrer l'aménagement des territoires conquis à l'Est, n'a pas semblé assez bien correspondre aux intentions profondes de Heinrich Himmler qui était en charge de ces questions⁴⁶. Le *Reichsführer-SS* écrit, en effet, en ces mots à l'un de ses responsables de bureau :

J'ai vu le *Generalplan Ost*, qui dans l'ensemble me plaît très bien [...]. Sur un point cependant, j'ai, je crois, été mal compris. Dans ce plan sur vingt ans, l'allemanisation [*Eindeutschung*] de l'Estonie et la Lettonie et de l'ensemble du Gouvernement général doit être incluse⁴⁷.

En fait, l'existence de dissonances, jusque dans des organes dédiés à l'administration des territoires de l'Est, et malgré le couvert de la confidentialité, trouve son origine dans l'absence de normes suffisamment affirmées⁴⁸.

En réalité, Hitler a considéré comme préférable de ne pas divulguer largement ses intentions. Lors d'une conférence avec Rosenberg, Lammers, Keitel, Göring et Bormann, le 16 juillet 1941, le Führer déclare : « Il est maintenant essentiel que nous ne communiquions pas nos objectifs devant le monde entier⁴⁹. » Le soir du 5 avril 1942, Hitler explicite sa véritable stratégie à un cercle d'intimes, en déclarant :

[...] il faut évidemment demeurer très prudent, face aux Hollandais et aux Norvégiens. Il ne faut jamais oublier qu'en 1871 la Bavière n'aurait jamais

44. Le projet de Haushofer est reproduit dans Hans Werner Neulen, *Europa und das 3. Reich. Einigungsbestrebungen im deutschen Machtbereich 1939-1945*, Munich, Universitas, 1987, p. 79-97.

45. H. W. Neulen, *Europa* [...], *op. cit.*, doc. 15.

46. Le 7 octobre 1939, Hitler a pris un décret visant à renforcer la germanité. Cette tâche a été confiée à Himmler. Voir M. Wildt, « Völkische [...] », art. cit., p. 40-41. Sur la genèse du plan et l'entreprise de planification entourant la conquête de territoires à l'Est de l'Europe, voir Christian Ingrao, *La Promesse de l'Est*, Paris, Seuil, 2016.

47. Courrier de Himmler pour Greifelt, 12 juin 1942, reproduit dans Helmut Heiber, « Der Generalplan Ost », *VfZ*, 6-3, 1958.

48. Cette situation renvoie au concept de « dictateur faible » employé par Hans Mommsen, « Hitlers Stellung im nationalsozialistischen Herrschaftssystem », in Gerhard Hirschfeld, Lothar Kettenacker (dir.), *Der Führerstaat : Mythos und Realität*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1981, p. 57. Cf. Ian Kershaw, *Hitler 1889-1936 Hubris*, New York, W. W. Norton, 1998, p. 531-533.

49. Note de Martin Bormann [...], *op. cit.*

accepté de faire partie de la Prusse. Bismarck l'amena uniquement à accepter de faire partie d'une grande association liée par le sang, c'est-à-dire l'Allemagne. En 1938, je n'ai pas déclaré non plus aux Autrichiens que je voulais les incorporer à l'Allemagne, mais j'ai insisté sur le fait que l'Allemagne et l'Autriche devaient s'unir pour former le Reich grand-allemand. Vis-à-vis des Germains du Nord-Ouest et du Nord, il faut de même toujours préciser qu'il s'agit du Reich germanique, du Reich tout court, l'Allemagne constituant uniquement sa plus puissante source de force, tant au point de vue idéologique qu'au point de vue militaire⁵⁰.

Il s'agit de ne pas favoriser la résistance dans les territoires conquis et adjacents au Reich. Des instructions très fermes sont produites en réponse à la multiplication des vues exprimées sur la future organisation de l'Europe⁵¹. Ainsi, dans une directive secrète de Goebbels adressée à tous les *Reichsleiter*, *Gauleiter* et aux responsables de la propagande dans les *Gau*, il est énoncé qu'il doit être évité que « les ressortissants des peuples étrangers puissent développer l'idée que la direction allemande aurait l'intention de les garder dans un durable état de soumission⁵² ». De façon similaire, il s'agit de ne pas parler de « politique coloniale » ou de ses manifestations. De tels ordres paraissent plus nécessaires qu'auparavant : après la défaite de Stalingrad, il faut mobiliser encore plus de ressources pour l'effort de guerre. Ils seront renouvelés alors que la situation du Reich se détériore, mais que des projets sur l'avenir de l'Europe contiennent d'être élaborés.

Les dirigeants nazis tendent donc à dissimuler leurs intentions et à jouer sur les ambiguïtés. De même, en octobre 1942, Himmler laisse percevoir dans une lettre à deux de ses fidèles, Gottlob Berger et Walter Schellenberg, respectivement chef de l'administration de la SS et responsable de la section espionnage du RSHA : le SD-Ausland, son intention de ne pas envisager le maintien d'une Suède entièrement indépendante⁵³. Le *Reichsführer-SS* donne pour instruction de très prudemment désillusionner Sven Olof Lindholm, le chef de l'organisation fasciste suédoise *Svensk Socialistisk Samling*, sur l'avenir de la Suède comme État entièrement indépendant, sur la base de l'argument que la Suède ne serait probablement pas en mesure d'unifier les pays du Nord. Mais, en même temps, il

50. Traduction tirée d'Adolf Hitler, *Libres-propos sur la guerre et la paix*, t. II, Paris, Flammarion, 1954, soir du 5 avril 1942, p. 45-46. Pour Hitler, il s'agit de proposer une nouvelle bannière aux peuples appelés à rejoindre l'Allemagne. Il estime que la NSDAP a, par avance, fourni le drapeau de la « réunion de tous les Germains », voir Henry Picker, *Hitler cet inconnu*, Paris, Presses de la Cité, 1969, soir du 5 avril 1942, p. 287.

51. Ainsi Himmler insiste-t-il sur les perspectives ouvertes par la colonisation de l'Europe orientale, voir son discours du 23.11.1942, cité dans Johann Chapoutot, *La Révolution culturelle nazie*, Paris, Gallimard, 2017, p. 237.

52. Barch, R 90 / 30, lettre du Reichspropagandaleiter der NSDAP pour tous les Reichsleiter, Gauleiter et Gaupropagandaleiter, *Geheim*, 15.2.1943.

53. Barch, NS 19 / 1975, Himmler pour Schellenberg et Berger, *Geheime Verschlussache*, [7].1[0].1942.

conseille de ne surtout pas parler des « autres idées, à savoir la création d'un Reich grand-germanique ⁵⁴ ».

Quoi qu'il en soit, la perspective de l'intégration au Reich de « pays germaniques », c'est-à-dire nordiques, apparaît, en raison de considérations raciales, comme moins problématique que ne l'est l'intégration de territoires à l'Est. Il s'agit, non de germaniser le sol comme à l'Est, mais, plus simplement de diffuser dans les pays du Nord la pensée germanique ⁵⁵. Cependant, au sein du NSDAP et en Allemagne, le dépassement de l'idéologie *völkisch* par la « pensée germanique » n'apparaît pas sans poser des difficultés, même lorsqu'il s'agit de repousser les frontières en direction du Danemark et de la Norvège ⁵⁶. Dans un discours vraisemblablement adressé à des cadres de la SS en 1944, Gottlob Berger, le chef du SS-*Hauptamt*, n'entretient pas moins l'optimisme et l'idée que la lutte commune des Allemands et des volontaires étrangers de la SS permettra un jour de fonder le « Reich germanique ». Il déclare :

Avec une volonté de fer, la *Schutzstaffel* a suivi le chemin vers le Reich germanique. Elle ne se laisse pas détourner de celui-ci ni par l'incompréhension ni par la mauvaise volonté, car elle sait que l'objectif est partagé par le Führer ⁵⁷.

Cette affirmation, bien que représentant un acte de foi et affichant une conviction forte, ne confirme pas moins la nature cachée des intentions ultimes de Hitler.

CONCLUSION

Le rapport des nazis avec l'Europe septentrionale et du Nord-Est durant le conflit ne doit donc pas être compris comme préexistant à l'entrée en guerre, mais comme se construisant au fil des perspectives ouvertes par les affrontements. Le regard porté vers la Baltique entre en correspondance en 1940, suite à la conquête du Danemark et de la Norvège, avec la pulsion, ancienne, soucieuse de l'obtention par le peuple allemand d'un *Lebensraum* étendu au détriment de la Pologne, et avec l'idée d'une communauté de destin des peuples germaniques riverains. Tandis que l'offensive contre l'URSS permet de repousser les frontières du Reich en direction du Nord-Est et conduit la Finlande à se placer aux côtés de l'Allemagne, se forme la vision d'une Baltique comme mer intérieure germanique et d'un espace soudé par elle. Cette vision ne devient toutefois nullement normative. Des raisons pragmatiques, comme la nécessité de ne pas renforcer les oppositions des populations concernées, brident le renouvellement de l'idéologie nazie. Les réalités sur le terrain

54. *Ibid.*

55. Voir Barch, NS 19 / 3647, lettre du SS-Obergruppenführer Berger au chef d'état-major personnel du Reichsführer-SS, Brandt, 4.4.1944.

56. Voir *ibid.* ; Barch, NS 19 / 3987, discours de Gottlob Berger, [1944].

57. Discours de G. Berger, *op. cit.*

ne nécessitent pourtant pas moins de remettre en cause la dimension *völkisch* si fortement enracinée dans l'espace national allemand, ou alors imposent de constituer un empire contre les peuples autochtones. La seconde option a été largement mise en œuvre dans les provinces au Sud-Est de la Baltique, mais la première a été considérée à propos des rives nord. Alors que le national-socialisme avait éliminé ses éléments les plus soucieux de la question sociale en 1934, une nouvelle tension majeure était sur le point de se révéler durant la Seconde Guerre mondiale autour de l'abandon de la dimension nationale allemande. Le rapport aux territoires situés sur le pourtour de la Baltique démontre une certaine plasticité ainsi que la diversité de la doxa nazie, malgré des discours insistant volontiers sur l'inflexibilité. En tout cas, l'asymétrie diachronique du rapport à l'espace ceignant la Baltique apporte une confirmation de la propension du national-socialisme, au-delà de quelques permanences dont la matrice raciste est une des plus fortes, à s'adapter aux circonstances.

Alexandre BIBERT

Sciences Po Strasbourg / UMR DynamE